



in the Benelux countries. During the presentation, which lasted for 2.5 hours, all the domains of the profession were discussed, such as training, territorial and attribution competences, discipline, national organisation, etc.

Changes in the profession in Germany and Hungary

The amount of questions that were asked shows the real interest for our Austrian colleagues for a theme that was new to them.

After the presentation of the current free profession in the Benelux, Hans Eckhard Gallo, the present president of the judicial officers of Germany, described the evolution of the profession in Germany during the past decades and informed the participants of the reforms that are taking place in his country in order to adopt a private system for judicial officers.

After this presentation, Dr Moklos Krejniker, president of the National chamber of Hungarian judicial officers, described precisely the path that the profession took in his country during the nineties to get to the current situation.

Eduard Beischall made a final report and drew his conclusions. He insisted on the fact that the future of the profession lies in the private model.

The first steps of UIHJ in Austria

Before the term of the seminar, a representative of the Syndicate, uninvited but present in the room, made an intervention about his doubts as regards to the envisaged system. He made a point in telling that "his" judicial officers wouldn't accept such a change. Instantly, voices from judicial officers in the room were heard, saying that he wasn't speaking in their names and that he should be conscious about this fact! Mr Beischall also answered the representative of the syndicate who soon ended his criticisms.

The meeting ended up after more than four hours of debates and will certainly be considered as the first decisive step for UIHJ in Austria. It is needless to say that other similar meetings will follow in the future and that contacts are being made to pursue the actions that UIHJ started in Austria.

To be continued...

Mise en place d'un système d'exécution à caractère libéral en Bulgarie

Pour se conformer aux standards de l'Union européenne, la Bulgarie a engagé une série de réformes majeures de leur système judiciaire, incluant l'exécution des jugements, les huissiers de justice, avec l'aide d'USAID et d'experts de l'UIHJ et du Conseil de l'Europe.

Le programme de réforme en matière commerciale pour la Bulgarie

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) est impliquée depuis plusieurs années dans un programme de réforme en matière commerciale en Bulgarie. L'un des points du programme comprend la réforme de l'exécution des décisions de justice. Améliorer l'exécution des décisions de justice était considéré comme

essentielle dans la démarche bulgare de proposer des échanges économiques stables et sécurisés aux différents opérateurs économiques.

Les partenaires économiques et judiciaires se sont accordés pour constater que les procédures civiles d'exécution sont très importantes pour garantir une expansion de l'économie de marché.

Le système précédent d'exécution des décisions de justice ne permettait pas de garantir la sécurisation



Eduard Beischall, pendant sa présentation/during his presentation

Marc Schmitz, pendant sa présentation/during his presentation



nécessaire et à la demande. Ainsi, il y avait dans ce système de trop nombreuses protections en faveur des débiteurs. L'exécution était placée sous la direction du juge et réalisée par des huissiers de justice fonctionnaires, surchargés et sous-équipés. En outre, c'était aux créanciers de fournir les informations relatives au patrimoine de leurs débiteurs. Le programme de réforme travaille étroitement avec le ministère de la Justice bulgare, les membres du Parlement, les représentants des juridictions, les acteurs économiques et autres partenaires, afin de développer un plan de réforme. Un groupe de travail a été formé pour s'occuper du système de l'exécution des décisions de justice.

Une visite aux Pays-bas

Du 19 au 24 mai 2004, dans le cadre du programme de réforme, l'UIHJ, en coopération avec



L'Organisation royale des huissiers de justice néerlandais, a organisé une visite aux Pays-bas pour un groupe de travail bulgare. Les membres de ce groupe étaient composés essentiellement de membres du Parlement. Le but de la visite était de présenter le système des huissiers de justice indépendants et libéraux. La Bulgarie était alors l'un des quelques Etats européens à avoir encore un système d'exécution basé sur un modèle fonctionnaire. La visite a donc donné au groupe de travail l'occasion de se familiariser avec le système en place aux Pays-bas.

Cette visite a également permis de lier des liens étroits entre USAID, l'UIHJ et les confrères bulgares. A la demande d'USAID, Jos Uitdehaag, membre du Comité de l'UIHJ, a été nommé conseiller spécial pour les affaires relatives à l'exécution des décisions de justice dans le cadre du programme.

La nouvelle loi sur les huissiers de justice libéraux

Le 10 mai 2005, le Parlement bulgare a voté une loi créant les huissiers de justice à caractère libéral. La loi a été soutenue par l'ensemble des représentations politiques siégeant au Parlement (aucun vote contre !) avec seulement quelques abstentions de la part des membres « indépendants ».

Les changements opérés sont radicaux. Le plus remarquable est celui concernant la création d'une profession d'huissier de justice à caractère libéral. L'huissier de justice sera donc un professionnel indépendant agissant dans le cadre de l'exécution des décisions de justice en matière civile.

L'huissier de justice libéral est en concurrence avec les anciens huissiers des tribunaux, devenus agents d'exécution fonctionnaires. Les deux corps ont les mêmes prérogatives et sont soumises à la même législation. Les huissiers de justice peuvent procéder au recouvrement des créances privées ou étatiques. Mais les huissiers fonctionnaires ne peuvent procéder qu'au recouvrement de dettes privées. Le choix sera donc laissé au créancier de choisir entre les deux types d'agents d'exécution.

Il y a un nombre de clauses pour les huissiers de justice: un pour 30 000 habitants. La compétence territoriale des huissiers de justice est limitée à celle d'une juridiction ou d'un district. Le nombre d'huissiers de justice dans chaque district sera complété par celui des huissiers fonctionnaires.

Les huissiers de justice sont nommés par le ministre de la Justice, sur dossier. Le candidat doit répondre à des critères de sélection très stricts.

L'organe représentant la profession est la Chambre nationale des huissiers de justice, entité indépendante qui fonctionne avec des statuts, des règles et un budget. Tous les huissiers de justice sont membres de cette organisation.

Le 1er septembre 2005, la loi est entrée en vigueur. Les huissiers de justice libéraux doivent entrer en fonction en février ou mars 2006. En attendant, des décrets d'application doivent être votés et les arrêtés de nominations doivent être prononcés. De nombreuses tâches restent à accomplir : règles tarifaires, code de déontologie, mise en place d'une formation, mesures disciplinaires...

Et bien entendu, la mise en place de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie (Voir notre article dans ce magazine). Tous ces challenges seront relevés par nos confrères bulgares, naturellement avec toute l'aide que l'UIHJ pourra leur apporter.

Chers confrères bulgares : félicitations pour votre nouvelle loi et bonne chance pour votre future profession !



Le groupe de travail prépare la réforme de la profession, en septembre 2005 – The working group prepares the reform of the profession, in September 2005

Jos Uitdehaag



Implementation of a private Enforcement system in Bulgaria

To comply with EU standards, Bulgaria has started a series of major reforms of their judicial system, including the judgments enforcement system and Judicial Officers, with the help of USAID and UIHJ and Council of Europe experts.

The Commercial Law Reform Program in Bulgaria

The United States Agency for International Development (USAID) for some years is involved in the Commercial Law Reform Program in Bulgaria. One of the aspects of this Program involves a reform of the judgments enforcement system. Improving enforceability of judgments was considered to be vital for Bulgaria's efforts to reform the court system and enhance its ability to promote stable economic relationships.

Both the business and legal community in Bulgaria agreed that the judgment enforcement procedures are of great importance to support a growing market economy.



The former judgment collection process in Bulgaria was not able to respond on the rising demands. For example the system had unnecessary debtor protections, the system was run by executing magistrates – bailiffs – who, despite good intentions, were drastically overworked and was based on the responsibility of creditors to provide information to the court system about debtors' assets.

The Program is working with the Bulgarian Ministry of Justice, members of Parliament, representatives of the legal and court systems, the business community and other partners, to develop a plan for reforms. A working group was formed to overhaul the judgment enforcement process.

A study visit in the Netherlands

In 2004 (May 19-24) in the framework of the Law Reform Program in Bulgaria, UIHJ in cooperation with the Royal Dutch Organization of Judicial Officers, organized a study visit for the working group. Its members were mainly Bulgarian members of Parliament. The study visit focused on the private status of enforcement agents.

At that moment Bulgaria was one of the rare European countries that used a fully State-run system. The study tour was an opportunity for the members of the Working Group to see a modern and efficient enforcement model – a private system, which successfully assign key Judicial Officers functions to the private sector.

The study visit resulted in a close cooperation between USAID, UIHJ and the Bulgarian colleagues. At the request of USAID, Jos Uitdehaag, member of the Committee of UIHJ, was appointed as a legal advisor on enforcement matters to the USAID Law Reform Program.

The new law on Private Judicial Officers

On May 10, 2005, the Bulgarian Parliament adopted a new law on Private Judicial Officers. The law was supported by all political parties in Parliament – no votes against! and just few votes abstained from so called “independent” parliamentary members.

The changes in the Bulgarian enforcement system can be called radical. The most important change is the creation of the Private Judicial Officer profession.

The PJOs will act as an independent professional in the enforcement of civil judgments.

The PJO has to compete with the former executive judges, now called State enforcement agents. PJO and State enforcement agent have the same powers and their actions are also governed by the same legislation. PJOs may collect both private and public (social security, tax, penalties, etc.) claims; State enforcement agents may collect only private ones. It will be up to the creditor to decide whether to instruct a state enforcement agent or a PJO.

In the law a quota is foreseen for the PJO: one per 30,000 inhabitants (within a district court jurisdiction). The authority of the PJO is limited geographically to the jurisdiction of the respective district court. The number of PJOs in each district will be complemented by the number of state enforcement agents.

PJOs are now appointed by the Minister of Justice after a competition. There are extensive requirements the candidates for PJO should fulfill in order to qualify to become PJO.

The governing body of the new profession is the Chamber of PJOs – an independent entity with its own statute, regulations, budget, etc. All PJO are members of the Chamber (by law).

On September 1, 2005, the law went into force. The first effective PJOs will start their work around February-March 2006. In the meantime regulations as prescribed by the law have to be adopted and the competition for appointment has to be organized.

UIHJ by its Committee member Jos Uitdehaag and, of course the Bulgarian colleagues are closely involved in the preparation of these regulations. A lot of regulations: the Tariffs need to be discussed, a Code of ethics, regulations on training, disciplinary measures and so.

And of course the establishment of the National Chamber of Bulgarian PJOs (See ou article in this magazine).

All of it significant challenges. But also challenges that can be met. By our Bulgarian colleagues, the Bulgarian experts and UIHJ.

Bulgarian colleagues: congratulations with your new law and good wishes for the future!

Le groupe de parlementaires bulgares en visite aux Pays-bas, en 2004 - The 2004 Parliamentary working group on a visit in the Netherlands

